Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1053

Artikel: Économies des pays en développement : deux ou trois choses que l'on sait d'elles

Autor: Feller-Robert, Charlotte

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1021013

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Deux ou trois choses que l'on sait d'elles

Après le Conseil des Etats, le National a également accepté que la Suisse adhère à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international. Un référendum sera probablement lancé par les organisations d'entraide — sous la pression des responsables alémaniques. Pour prolonger notre engagement sur ce sujet (voir notre numéro spécial «Le Dossard 153», du 26 octobre 1989) nous publions deux éclairages: cette semaine un survol des politiques économiques qui ont prévalu dans beaucoup de pays en développement avant les programmes d'ajustement structurel et qui les ont menés à la banqueroute. La semaine prochaine nous aborderons les difficultés de mise en œuvre que rencontrent ces programmes.

(*cfr*) Après l'indépendance, la plupart des pays en développement se sont inspirés des politiques économiques de l'Europe de l'Est (même les «dragons» du sud-est asiatique) dans une optique louable de faire bénéficier le plus grand nombre de la croissance économique et de ne pas tomber dans un capitalisme sauvage. Ils ont créé leur propre monnaie et ont décidé de son taux de change. Beaucoup de gouvernements ont mis leur fierté à maintenir la parité de leur monnaie à un niveau qui permettait d'importer à bas prix. Mais cela signifie a contrario que les exportations se vendent cher sur le marché mondial. Or pour pouvoir importer, il faut exporter, à moins d'avoir, comme la Suisse, des revenus bancaires, d'assurances ou de tourisme. Dans le cas des matières premières comme par exemple le café ou le cacao dont les prix sont fixés dans des bourses spécialisées, l'argent gagné sur les marchés internationaux, une fois converti à ce taux de change surévalué, ne permettait pas d'offrir un prix rémunérateur aux paysans. Ceux-ci se sont désintéressés de cette culture et les exportations ont chuté. Au mieux, ils sont allés les vendre en contrebande dans le pays voisin si le prix payé au producteur était meilleur. C'est le cas du Ghana qui voyait son cacao enrichir les caisses de la Côte d'Ivoire. Maintenant que le gouvernement ghanéen paie bien ses paysans, ce sont les finances ivoiriennes qui plongent.

Une politique favorable aux élites

Cette politique de taux de change surévalué et d'importations à bas prix a certes permis de construire une certaine infrastructure. Elle n'a guère bénéficié aux agriculteurs qui ne consomment que très peu de produits importés. Mais elle a surtout profité à une élite grande amatrice de produits occidentaux. En outre, cette politique de taux de change surévalué a encouragé et grandement facilité la fuite des capitaux.

La responsabilité de l'Etat

Dans le domaine du budget de l'Etat, les politiques ont également favorisé les élites au détriment des masses populaires. On a d'abord engagé dans l'administration des personnes de confiance, des proches, des amis politiques. Le népotisme et les rivalités tribales aidant, on a créé des postes-bidons. Mais les salaires de la fonction publique ne peuvent être payés que par les recettes de l'Etat que sont les droits de douane, les impôts, les rentes pétrolières ou autres. Au Congo, plus de la moitié de la population active est fonctionnaire ou employée d'entreprises publiques. La facture est payée par les paysans, les entreprises privées et les revenus pétroliers. Au Nigéria, encore plus gros producteur de pétrole, la situation est aberrante: le prix de vente de l'essence à l'intérieur du pays est subventionné et ne couvre même pas le coût du raffinage, une mesure dont profitent essentiellement les classes moyenne et supérieure. Il est exactement dix fois moins cher que dans les pays voisins, ce qui donne lieu à une énorme contrebande. Les revenus des droits de douane, quant à eux, ne suffisent pas à couvrir les salaires des douaniers. Dans les pays où il n'y a pas de pétrole, les entreprises privées sont saignées à blanc par les impôts, ce qui ne fait que se répercuter sur les prix de vente et les exportations. S'inspirant de nouveau des politiques d'industrialisation pratiquées en Europe de l'Est, mais aussi pour pallier la faiblesse de la classe moyenne des entrepreneurs, les gouvernements des pays en développement ont investi. Ils ont créé des entreprises d'Etat qu'ils ont mises à l'abri de la concurrence étrangère grâce à des droits de douane élevés, et de la concurrence nationale en leur octroyant des monopoles. De plus, les pertes étaient prises en charge par l'Etat. Ces entreprises sont souvent des chefs-d'œuvre d'inefficacité et des gouffres financiers. Au Cameroun, sous la pression de la Banque mondiale, le gouvernement a fermé l'entreprise d'Etat qui cultivait le riz et le commercialisait. En annonçant la nouvelle, le ministre des finances a informé ses concitoyens que le kilo de riz produit par cette entreprise revenait a huitcent fois le prix sur le marché mondial... Naturellement le prix du riz était fixé à un plafond acceptable pour les consommateurs urbains. Toute la politique des prix agricoles, comme dans beaucoup de pays en développement, tendait à favoriser la population des villes en fixant des prix qui ont découragé la production et, de ce fait, appauvri les paysans. Cette politique est tout aussi responsable des famines que la sécheresse.

Les contrôles engendrent les détournements

Il n'y a pas de miracle en gestion économique et les gouvernements s'en sont aperçu assez vite. Mais la réaction en général a été la création de contrôles. On a élevé les droits de douane pour empêcher la concurrence. Naturellement la contrebande a augmenté et les douaniers, avec leurs petits salaires, n'ont pas pu résister à des dessous de table. Comme les taux de change étaient surévalués, il y avait beaucoup plus de demandes d'importation que de devises disponibles pour les payer. On a mis sur pied des systèmes de licences, qui peu à peu ont été attribuées aux plus offrants. Au Ghana, le dollar valait 2,5 cedi (la monnaie locale) avant l'arrivée de la Banque mondiale. La dévaluation s'est faite progressivement mais c'est seulement quand le dollar a valu 150 cedi que les prix intérieurs ont commencé à augmenter. Ceci en dit long sur les pots de vin qui étaient versés avant la dévaluation.

Il n'y a pas non plus de miracle dans la nature humaine: les contrôles engendrent les détournements. En outre, les contrôles sont coûteux (salaires des fonctionnaires, locaux, temps perdu par les industriels qui le répercutent sur leurs prix de vente...) Heureusement de temps en temps, il y a des citoyens qui font

EUROPE

Le modèle suisse, mais lequel ?

Faisant référence au modèle suisse, les régions italienne et autrichienne du Tyrol réclament un statut particulier. La culture du particularisme est-elle une denrée d'exportation ?

(*cfp*) De nombreux Helvètes sont persuadés que la Suisse est l'exemple à suivre pour la construction de l'Europe. Or l'interprétation de ce modèle à l'étranger surprend parfois. Un exemple, la situation qui évolue dans le Tyrol du sud Haute-Adige, au nord de l'Italie, aux frontières du canton des Grisons et de l'Autriche.

Alors que les Suisses fêtaient, à leur façon, le Jeûne fédéral, plusieurs milliers de manifestants étaient réunis au col du Brenner pour réfléchir sur l'avenir du Tyrol. Ce dimanche, le quotidien *Il Mattino dell'Alto Adige*, de Bolzano, titrait (traduction): «*Le Tyrol comme la Suisse*» et publiait, en avant-première, la résolution soumise aux manifestants. Ce texte, en allemand et en italien, revendique la création d'une région d'Europe tyrolienne composée de toutes les parties du Tyrol et constituée en vertu du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. «*Dans cette région d'Europe, les trois groupes linguistiques doivent pouvoir forger leur avenir sur le modèle suisse sans frontières économiques et culturelles.*»

Les conseils provinciaux du Tyrol, situés donc en Autriche et en Italie, sont invités à prendre les décisions convenables pour passer à la réalisation de ces revendications.

La nouvelle vague pour une plus grande autonomie est motivée par les événements qui se passent en Europe centrale et orientale. Mais une séparation, aussi bien de Rome que de Vienne, reste hypothétique, ce que confirme toute l'histoire de ce siècle dans ces régions. Il suffit de se plonger dans le livre d'Ernest Weiber sur *La Création des régions autonomes à statut spécial en Italie* paru il y a vingt ans pour s'en rendre compte. Dans son intervention du 29 janvier 1948 à la Constituante italienne pour soutenir le projet de statut, le député Perassi avait souhaité que le Trentin-Haute-Adige devienne, à l'instar du canton suisse des Grisons, un exemple de cœxistence pacifique entre peuples de langues différentes. La veille du rassemblement du Brenner, le MSI, considéré comme néo-fasciste et surtout défenseur de l'«italianité» dans la région, a organisé une veillée à Bolzano pour réaffirmer l'attachement à l'Italie. Mais pendant ce temps, à Vérone, un politicien important, puisqu'il est président du Conseil provincial, demande que sa province ne fasse plus partie de la région vénitienne pour être rattachée à la région autonome Trentin-Haute-Adige ce qui aurait, prétend-il, de notables avantages économiques.

Ces cas particuliers correspondent à la volonté particulariste qui se manifeste en Italie du Nord. C'est ainsi qu'une fête de la Vénétie a été organisée dans la région de Valpolicella du 20 au 22 septembre par la Ligue vénitienne (faisant partie de la Ligue du Nord) avec comme but la création de la République du Nord.

Le vrai modèle suisse est-il la culture des particularismes et, si oui, est-il en voie de conquérir l'Europe ? ■

---

preuve de sens civique. Au Sénégal, l'an dernier, les importateurs informels (lisez: les contrebandiers) organisés en association avec pignon sur rue, ont écrit au gouvernement pour lui dire que si les droits de douane étaient ramenés à 70% de la valeur, ils rentreraient dans la légalité. Les politiques sont beaucoup plus facilement mises en œuvre grâce à des incitations, grâce à un cadre macro-économique qui facilite les activités de production. Il ne faut quand même pas l'oublier, sans production, qu'elle soit agricole ou industrielle, il ne peut y avoir développement, financement des systèmes de santé ou d'éducation, amélioration des conditions de vie.

Des exigences si déraisonnables ?

On le voit, les politiques économiques mises en œuvre par beaucoup de pays en développement après l'indépendance, malgré les bonnes intentions des gouvernements au départ, ont fini par profiter uniquement aux élites; les taux de change surévalués ont favorisé la fuite des capitaux; l'administration hypertrophiée a obligé l'Etat à s'endetter et à saigner les contribuables; les monopoles et le protectionnisme ont engendré des canards boîteux.

Dans ces circonstances, les conditions posées aux pays du tiers monde par la Banque mondiale et le FMI pour qu'ils puissent bénéficier d'une aide financière ne sont pas si déraisonnables, même si elles sont certainement des ingérences dans les affaires de l'Etat et peuvent être ressenties comme des ingérences dans les affaires privées. ■

La semaine prochaine, quelques éclairages sur les programmes d'ajustement structurel.

EN BREF

L'Union syndicale de Bâle-Ville a désigné une femme, Colette Panchaud, comme secrétaire dirigeante. Elle succède à Helmut Hubacher qui prend sa retraite.

La double exposition bernoise sur les emblèmes de la liberté a été un échec cuisant. Le thème historique de la liberté, avec des œuvres marquantes, n'a pas attiré les foules.

St Christophe, construit par Bernard Luginbühl, ornera bientôt la place de la gare de Berne en souvenir de la tour qui a été démolie au siècle passé. L'œuvre haute de six mètres pèse huit tonnes.

Savez-vous que les cadets de l'Helvétie sont les habitant du Cerneux-Péquignot dans le canton de Neuchâtel ? La rectification de frontière signée à Paris en 1814 est devenue effective en 1819.

Depuis 1977 une alliance culturelle Obersimmental-Saaenland-Pays d'Enhaut existe pour promouvoir une large vie culturelle dans les trois vallées vaudoise et bernoises de ce haut pays.

Le congrès de l'Internationale libérale à Lucerne a manifesté sa volonté de renforcer son expansion face à l'Internationale démochrétienne d'une part et à l'Internationale socialiste d'autre part, cette dernière envisageant, paraît-il, de se rebaptiser «Internationale démocratique».